

Chômage partiel : l'Etat continuera à le financer 'tant que la crise durera'

Le gouvernement le redit : le financement du chômage partiel sera assuré tant que la crise se poursuivra. Il prévoit d'y consacrer 11 milliards d'euros en 2021.

Temps de lecture : minute

14 janvier 2021

La ministre du Travail, Elisabeth Borne, a réaffirmé jeudi que l'Etat continuerait à prendre en charge à 100% l'activité partielle des entreprises "tant que la crise durera" , à quelques heures d'une nouvelle allocution du Premier ministre, Jean Castex. "C'est très clair, je veux vraiment que les entreprises soient rassurées, en particulier celles qui sont fermées, qui ont des contraintes liées à la situation sanitaire; pour toutes les entreprises fermées totalement ou partiellement on prendra en charge à 100% l'activité partielle tant que la crise durera" , a-t-elle déclaré sur Europe 1. En décembre, le gouvernement avait annoncé une série de mesures pour aider les entreprises et les ménages, et éviter les nombreuses faillites attendues. Le financement du chômage partiel était évalué à 11 milliards en 2021.

Interrogée sur une possible "date butoir" , fixée à "septembre", Elisabeth Borne a réaffirmé que le gouvernement "protègera le temps qu'il faudra" toutes "les activités pénalisées par la crise, qui sont fermées totalement, partiellement ou qui n'arrivent pas à redémarrer, (ou celles) qui ne sont pas forcément fermées comme l'hôtellerie ou l'événementiel" .

Concernant une hausse éventuelle du fonds de solidarité pour éviter des faillites en cascade, Elisabeth Borne a estimé qu'il fallait "maintenir" ce

dispositif "*pour les secteurs en difficulté tout le temps que ce sera(it) nécessaire*".

Interrogée sur la réforme des retraites, la ministre du Travail l'a jugée nécessaire et devant se faire "dans la concertation", en estimant que la "priorité absolue" était de "*surmonter la crise*" dans le respect du "*dialogue avec les partenaires sociaux*". Elle s'était opposée fin novembre sur ce sujet au ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, qui l'avait qualifiée de "priorité absolue" et présentée comme un facteur de "*retour à la croissance*". Concernant la proposition du Conseil d'analyse économique (CAE), think tank rattaché à Matignon, d'institutionnaliser la reprise en main du régime par l'Etat de l'assurance-chômage et de faire fi des partenaires sociaux, la ministre a estimé qu'il s'agissait d'"*un avis qui n'engage qu'eux*".